

Le mot de Gilles / Pour participer au bilan du quinquennat précédent.



Le mot de Gilles / Pour participer au bilan du quinquennat précédent.

Pour participer au bilan du quinquennat précédent.

Il apparaît difficile, même si cela aurait pu être meilleur de commencer par un débat propositionnel sur l'avenir, il apparaît difficile d'échapper à l'évaluation de la phase précédente, pour faire avancer le débat politique sur la reconstruction d'une gauche capable d'être majoritaire dans le pays et de peser de nouveau sur son destin.

Je voudrais ici livrer mon point de vue sur ce qui a été l'erreur fondatrice du quinquennat et a entraîné un enfermement que les Français ont perçu, en retirant très vite et très profondément leur confiance à l'exécutif.

Dans son discours du Bourget qui présentait une orientation politique qui me paraît toujours excellente, mais qui n'a jamais été mise en œuvre, François Hollande disait deux choses : « La France n'est pas le problème, la France est la solution », c'est-à-dire qu'il se proposait de se tourner vers les forces dynamiques profondes du pays pour, comme il le disait « Réenchanter le rêve français » et que c'était la méthode qui allait porter réponse aux problèmes qui assaillaient le pays.

Le combat contre la « Dépression nationale française », est le combat décisif, c'est lui qui peut permettre au pays de retrouver un dynamisme dont l'économie et ses indicateurs montreront qu'il est revenu, et non l'inverse, les indicateurs économiques guérissant la Dépression...

Il disait aussi longuement pourquoi le pacte budgétaire dit Merkel-Sarkozy ou baptisé en abrégé « Merkozy » était un verrou, un verrou qui interdisait à la France d'avoir toute politique quelle qu'elle soit, puisqu'il enfermait définitivement celle-ci dans une vision, une vision chiffrée et cadenassée, qui était celle de l'Allemagne et qui ne pouvait plus être celle des Français.

En effet la France n'est pas l'Allemagne

Les Français ne pensent pas comme les Allemands, le mot « dette » en France n'est pas synonyme du mot « faute » comme il l'est en Allemagne. Et les campagnes médiatiques de la presse néolibérale ne changeront pas la nature et l'histoire de notre pays, même si elle peuvent faire illusion dans les sondages, quelques temps.

À enchaîner la France à un pacte conçu par l'imaginaire allemand et mis en forme par la droite allemande la plus Ordo-libérale, on s'interdisait d'avance de mettre en marche le pays, de réaliser « la promesse du Changement », de donner corps à la perspective de « Réenchanter le rêve français », et la possibilité de repousser sa Dépression nationale s'éteignait.

Tout cela était très bien expliqué dans la campagne électorale de François Hollande, qui indiquait que la première priorité de son quinquennat serait de renégocier profondément ce traité avec l'Allemagne, sans quoi rien ne serait possible.

Cela m'a conduit à adhérer à sa candidature et à faire campagne pour lui

Le premier acte significatif du quinquennat fut sa première erreur, fondatrice, il consistait à ce que François Hollande demande à sa nouvelle majorité d'adopter le traité « Merkozy » en l'état.

On peut se perdre en conjectures sur le fait de savoir si c'était une impréparation, un manque d'imagination, un accès de peur, ou bien un choix délibéré fait dès le départ, et qu'alors sa campagne visait simplement à se faire élire en racontant n'importe quoi, la question n'est pas la plus importante. Elle compte pour se faire une opinion sur l'homme, elle importe peu pour la réalité politique.

À partir de là, tout ce qui avait été conçu et envisagé dans sa campagne n'était plus possible.

Il n'y avait plus aucun récit à faire de son action, puisqu'il n'y avait plus aucune histoire à raconter. Les portes se refermaient sur l'imaginaire français qui était congédié au profit de la vision allemande de la « dette » comme « faute » primale.

François Hollande, interrogé quelques mois plus tard sur son « Grand dessein pour la France » répondit qu'il avait avec le « Pacte de responsabilité » donné à la France « Une boîte à outils pour son redressement ».

Ne pouvant plus faire de récit de son action, puisqu'il n'y avait plus d'action autonome, celle-ci étant simplement réduite à la mise en forme sur le territoire français du projet ordo-libéral pensé en allemand, le rejet du président était écrit, inévitable.

Il ne lui restait plus à dire, à chacun de ses visiteurs qui s'inquiétaient de son silence, de la perte de confiance et de la perte des élections successives que : « Quand l'économie ira mieux, les Français iront mieux ». Mais, comme il l'avait dit dans sa campagne, c'était l'inverse seulement qui pouvait fonctionner : rendre aux Français l'espoir en eux-mêmes, leur aurait permis de retrouver le moyen de dynamiser leur économie.

L'aventure était prématurément terminée, la descente aux enfers pouvait commencer.